



Bernard Poignant  
Député au Parlement Européen

## VIVE LE LIBERALISME, A BAS LE CAPITALISME

Marie Georges Buffet, Secrétaire Nationale du Parti Communiste Français, propose à la Gauche toute entière un thème apparemment simple et qu'elle pense mobilisateur : il faut un « projet anti-libéral ». L'expression mérite qu'on s'y arrête pour ne pas se fourvoyer.

D'abord, se présenter à une élection en se déclarant « contre », c'est négatif. Mieux vaut être pour quelque chose, au moins pour quelqu'un. Il serait déjà plus juste de dire : « mon projet sera communiste ». Ce serait plus clair pour les siens à défaut d'être convaincant pour les autres. Mais chacun est libre de sa formule.

C'est le mot « anti-libéralisme » qui doit faire débat. Les Socialistes ne peuvent pas l'épouser à la légère. Sa racine est quand même « liberté ». Le libéralisme comprend aussi les libertés politiques et culturelles pour lesquelles hommes et femmes se battent depuis des siècles et encore aujourd'hui. La liberté de pensée, d'expression, de religion, de manifestation, de réunion, d'association..... sont des grands acquis de ce fameux libéralisme. La gauche libérale s'est aussi battue pour les obtenir, y compris dans les pays totalitaires qui se réclamaient pourtant des idéaux de la gauche elle-même.

Evidemment il y a les libertés économiques. Qui aujourd'hui veut les remettre en cause ? Qui va se présenter en 2007 en proposant de revenir sur elles ? Sans doute l'extrême-gauche. Comme elle refuse de gouverner, cela ne lui coûtera pas cher : elle n'aura pas à en faire la preuve. Ces libertés économiques appartiennent à notre corpus juridique : liberté du commerce et de l'industrie, liberté d'entreprendre et de s'installer, liberté de produire, d'acheter et de vendre, etc...

Cela se résume simplement, c'est l'économie de marché avec sa règle : la concurrence. Enoncer cette évidence serait devenue un gros mot à gauche, une trahison de la doctrine, donc une hérésie qui mérite soit le bûcher, soit le goulag. Une chose est sûre : si la gauche gagne en 2007, cinq ans après, à la fin du mandat présidentiel et législatif, la France sera toujours en économie de marché et il y aura toujours de la concurrence. Personne n'a oublié le terrible échec des économies administrées. L'Union européenne vient d'accueillir huit pays qui les ont connues pendant près d'un demi-siècle et s'apprête à en accueillir deux autres : la Roumanie et la Bulgarie. Les conditions sociales et environnementales auraient dû être excellentes et ne poser aucun problème : on a vu !



Bernard Poignant  
Député au Parlement Européen

Mais personne ne plaide à gauche pour que cette économie de marché et sa concurrence envahissent toute notre société. Le libéralisme ne signifie pas libéralités pour quelques-uns et laissez-faire pour tout le monde. Il y a des pans entiers de notre vie qu'il faut protéger du marché et de la concurrence, de l'éducation à la santé en passant par la police et la justice. C'est le combat quotidien qui concerne aussi les questions fiscales et toutes les sécurités sociales. Le libéralisme a besoin de régulation comme la démocratie d'organisation. Le premier peut se laisser engloutir par le marché comme la seconde par la démagogie. Peut-on oser la formule : le libéralisme c'est comme la démocratie, le pire des systèmes à l'exception de tous les autres ! Quand il s'agit de définir les camps politiques, mieux vaudrait parler d'ultra-libéraux, et pas des libéraux, ou des conservateurs, voire des réactionnaires, car il y en a. Là aussi, nous avons perdu l'usage de ce mot.

En réalité, ce n'est pas au libéralisme qu'il faut s'en prendre, mais au capitalisme. Là encore, le mot a quasiment disparu des interventions des dirigeants d'une partie de la gauche. L'alternative ouverte en 1917 en Union Soviétique ayant présenté son dépôt de bilan, ceux qui l'ont soutenu n'osent plus se présenter sur ce terrain-là. C'est pourtant le plus important. Le système communiste étant mort et enterré, le système capitaliste continue à avancer et à changer. Il est de plus en plus financier, mondial, anonyme, volatile et les imprécations ou déclarations intempestives n'y changeront rien, sauf si on s'attaque à lui par quelques propositions.

La gauche a besoin d'une politique concernant le capital. Stock options, lutte contre des OPA extra européennes, non indexation des revenus des dirigeants sur la bourse, fonds d'épargne ou d'investissements destinés à nos entreprises, actionnariat salarié, présence des représentants des personnels dans les conseils d'administration, etc.... Il ne manque pas de chantiers à ouvrir et à travailler.

C'est aux socialistes à s'attaquer à tout cela. Comme d'habitude c'est à eux à mettre les mains dans le cambouis. Les révolutionnaires ayant échoué, c'est aux réformistes à faire le boulot.

PS : Léon Blum avait déjà su établir la nuance. Dans son livre « A l'échelle humaine », rédigé en 1941 en déportation, il parle du « libéralisme pro-capitaliste ». Cela veut dire qu'il le distingue d'un autre libéralisme qu'il ne qualifie pas mais qui relève des courants de pensée du socialisme européen.

Bernard Poignant  
Député européen  
Président de la Délégation Socialiste Française  
19 mai 2006